

RAPPORT

# Water, Peace and Security

## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

3 Octobre | 2022



# Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

## 1. Introduction

Les conflits dans la région du Sahel sont de plus en plus nombreux,<sup>1</sup> et le delta intérieur du fleuve Niger, dans la zone sahélienne du Mali central—là où le Mali du sud, plus fertile, rencontre le Mali du nord, saharien<sup>2</sup>—est l'une des zones les plus atteintes. Les moyens d'existence dans le delta intérieur du fleuve Niger sont régis par les rythmes entrelacés des pluies saisonnières, des crues et décrues du fleuve, et des mouvements des troupeaux. C'est dans ce contexte que s'exerce une concurrence autour de l'accès à l'eau et aux pâturages—concurrence qui peut mener à des conflits.

Écosystème unique, le delta intérieur du fleuve Niger est un vaste réseau de canaux, de marécages et de lacs au cœur d'un paysage complètement aride. Avec ses 300 kilomètres de long et sa superficie de 41 195 kilomètres carrés, c'est le deuxième plus grand delta intérieur de toute l'Afrique.

Les ressources qu'offre cet écosystème, riche mais fragile, sont absolument essentielles aux activités économiques de nombreux groupes—principalement des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs—et ces activités, à leur tour, sont essentielles à l'économie du Mali: le delta intérieur du fleuve Niger fournit 15% des céréales du pays, représente 80% de la pêche nationale, 30% de la production de riz, et abreuve et nourrit 60% des troupeaux pendant la saison sèche. En 2015, la valeur totale des activités liées au delta intérieur du fleuve Niger a été estimée à 500 millions de dollars par an.<sup>3</sup> L'écosystème du delta dépend essentiellement du « bourgou » (*Echinochloa stagnina*), une herbe aquatique qui pousse en eaux profondes. Ce bourgou forme de véritables champs flottants, appelés « bourgoutières », qui servent de zone de reproduction aux poissons durant la période des hautes eaux avant de devenir un fourrage indispensable pour les troupeaux pendant la saison sèche.

Le delta doit son existence aux eaux des fleuves Niger et Bani, et sa taille change au gré des

## TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction	2
2. Méthodologie	4
3. Principaux constats	4
a. L'activité économique dans le delta intérieur du fleuve Niger dépend de l'eau et des ressources naturelles que fournit l'écosystème. Le changement climatique, différentes décisions politiques et certains comportements humains sont en train de réduire le nombre et la quantité des ressources disponibles.	4
b. La concurrence accrue autour de l'accès à l'eau et aux ressources liées à celle-ci mène à des tensions et des conflits intra et intercommunautaires	9
c. La légitimité de l'État et des chefs traditionnels est en crise, limitant leur capacité à résoudre des conflits autour de différentes ressources	12
d. Des groupes armés non-étatiques promeuvent des nouveaux modèles sociaux et de gouvernance, contribuant à la crise de légitimité des autorités	16
4. Conclusions	19
5. Recommandations	20

**AUTEURS :** Alys Brown, Camille Marquette, Ely Cissouma

**AVEC LA CONTRIBUTION DE :** le docteur Abdoukadi Oumarou Touré, Lamine Coulibaly, Amadou Cissé, Jessica Hartog, Francesca Milani, la docteure Susanne Schmeier, Bouke Ottow, Audrey Legat, Beteo Zongo et Stephano Barchiesi

**IMAGES :** Ousmane Makaveli



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance



Le delta intérieur du fleuve Niger après la décrue, près de Djenné. Lorsque le niveau de l'eau est très bas, des enfants provenant de communautés vivant de la pêche attrapent les petits poissons restants, en accord avec la législation sur la conservation des stocks de poisson. © Ousmane Makaveli/International Alert

variations saisonnières et annuelles de leurs débits. Tous les ans, lors de la période de crue de juin à octobre, la plaine est submergée. En novembre et décembre, le niveau de l'eau reste élevé, avant que ne commence la période de décrue, de janvier à mars. Le niveau est alors à son plus bas lors de la période dite « d'étiage », qui dure d'avril à juin.

Avec la croissance démographique et une utilisation plus intense des ressources, les changements que subissent le rythme des eaux et des activités économiques causent des conflits entre les besoins en ressources de différentes communautés. Pire encore, ces tensions sont exacerbées par une évolution des structures sociales et politiques de la région, par le manque de légitimité croissant de l'État et des chefs

traditionnels, et par le difficile conflit armé qui oppose les forces armées maliennes, différents groupes islamistes et des milices d'autodéfense.

Ce rapport du Partenariat « Eau, Paix, Sécurité » (*Water, Peace and Security Partnership*) a pour but d'informer les décideurs et les praticiens à travers le monde sur les liens entre eau, paix et sécurité dans le delta intérieur du fleuve Niger. Il analyse les griefs des différentes communautés concernant la gouvernance de l'eau, les conflits liés à celle-ci et les mécanismes permettant de les gérer, et les liens qui existent entre ces conflits dus à l'eau et l'insécurité générale dont souffre la région.

Ce rapport conclut que la capacité des différentes communautés du delta intérieur du fleuve Niger



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

à gagner leur vie est menacée (partie 1) ; que ceci cause des tensions et des conflits intra et intercommunautaires (partie 2) ; que la légitimité des mécanismes existants pour la gestion de ces tensions et de ces conflits est menacée (partie 3) ; et que ceci mène à l'émergence de nouvelles alternatives en matière de gouvernance (partie 4).

### 2. Méthodologie

La première phase de ce travail de recherche a consisté à une analyse détaillée de la littérature pertinente disponible et de la dynamique des conflits du delta intérieur du fleuve Niger en 2020. Ceci a permis de formuler différentes hypothèses qui ont été explorées par le biais de recherches sur le terrain dans le delta, et tout particulièrement dans les alentours de Mopti, de Djenné et de Konna.

Différentes données ont été collectées de la part de 204 informateurs et informatrices (68 par cercle administratif) lors de groupes de discussion et d'entretiens individuels. Ce travail a largement été réalisé en personne, sur le terrain, lors de l'été 2021, à l'exception de quelques conversations téléphoniques à l'automne pour préciser certaines informations.

La plupart (174) des informateurs et informatrices étaient des membres de leurs communautés respectives et d'ONGs, tandis que 30 autres étaient soit des élus ou des membres de l'administration locale. L'échantillon comprenait également des travailleurs répartis selon tous les secteurs—dont des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, mais aussi des représentants d'autres professions comme l'industrie manufacturière, le commerce et les services. Cependant, et ce malgré de nombreux efforts pour assurer une répartition équitable entre hommes et femmes, les informatrices de représentent que 15% du total. D'après les chercheurs, très peu de femmes eurent envie de s'exprimer sur des sujets liés à divers conflits,

principalement car elles trouvaient ces sujets trop sensibles ou culturellement gênants.

### 3. Principaux constats

Cette enquête a révélé que la capacité des communautés du delta intérieur du fleuve Niger à gagner leur vie est menacée ; que la menace d'une diminution des ressources disponibles au sein de l'écosystème du delta est en train de causer des tensions et des conflits intra et intercommunautaires ; que différents défis remettent en cause la légitimité des mécanismes existants pour la gestion de ces tensions et de ces conflits ; et que ceci mène à l'émergence de nouvelles alternatives en matière de gouvernance. Ces constats sont expliqués en plus de détail ci-dessous :

**a. L'activité économique dans le delta intérieur du fleuve Niger dépend de l'eau et des ressources naturelles que fournit l'écosystème. Le changement climatique, différentes décisions politiques et certains comportements humains sont en train de réduire le nombre et la quantité des ressources disponibles.**

*i. Le rythme annuel de l'utilisation par différents groupes des ressources du delta*

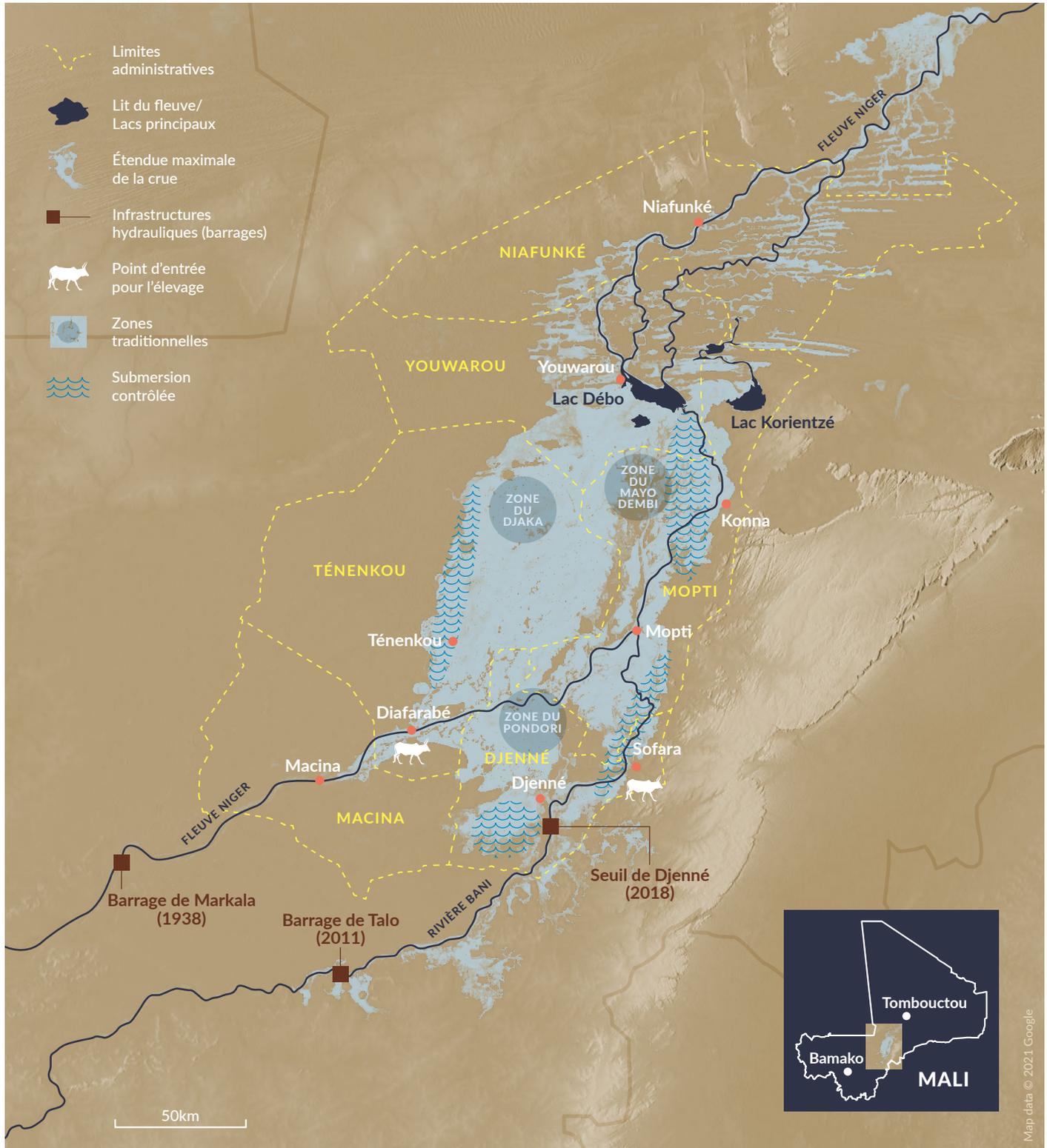
Les différents groupes ethniques ou culturels qui vivent dans le delta intérieur du fleuve Niger se sont traditionnellement spécialisés dans une activité productive spécifique. Ainsi, l'identité de chaque groupe coïncide généralement avec un mode de vie et un statut socio-économique qui lui sont propres. Les différents groupes utilisent l'eau et le sol du delta de manières différentes à différents moments de l'année. (Pour plus de détails sur cette dynamique, voir figure 2.) L'entrelacement des activités d'élevage, d'agriculture et de pêche se pratique essentiellement de la manière suivante :

*(Continues on page 6)*

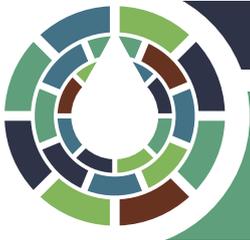


# Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

Figure 1. Carte administrative et économique du delta intérieur du fleuve Niger



Carte administrative et économique du delta intérieur du fleuve Niger. © International Alert



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

- **L'élevage** est principalement pratiqué par les communautés foulani (ou peule). Les troupeaux broutent des pâturages non-inondés pendant la saison des pluies, de juin à septembre. Lorsque le niveau de l'eau se met à baisser, leurs pâtres les déplacent vers les champs exposés de bourgou. Les hommes déplacent les troupeaux et soignent les animaux, tandis que les femmes s'occupent principalement de la production et de la vente de produits laitiers. Traditionnellement, les Foulanis sont nomades et migrent avec leurs troupeaux. Là où la migration est toujours pratiquée, les femmes jouent un rôle-clé lors du déménagement de la famille.
- **L'agriculture** est principalement pratiquée par les communautés bambara, marka et dogon. Les Bambaras et les Dogons ont tendance à cultiver les zones de plateaux, en cultivant le millet, le sorgho ou le niébé (*Vigna unguiculata*). La période des semis se situe entre mai et juillet, et la récolte a lieu entre novembre et janvier.<sup>4</sup> Dans les deux communautés, les femmes jouent un rôle important aux côtés des hommes en travaillant dans les champs et en transformant les céréales récoltées pour la consommation de la famille. Elles cultivent également des légumes pendant la saison sèche pour soutenir et nourrir leur famille. Les Markas cultivent du riz ou du bourgou dans les plaines inondables et les zones irriguées. Les périodes de semis et de récolte du riz sont respectivement de mai à juillet et de novembre à décembre. Dans d'éventuels périmètres irrigués, les Markas réalisent également une culture hors-saison, qui débute généralement lors de la saison froide.
- **La pêche** est essentiellement pratiquée par les communautés Bozo ou Somono, des groupes de pêcheurs sédentaires ou nomades. Lorsque le delta est inondé, ces derniers suivent les migrations des poissons le long du fleuve et de ses différents bras. La décrue des eaux<sup>5</sup> est la principale période de pêche dans le fleuve, ses bras et ses affluents. La période

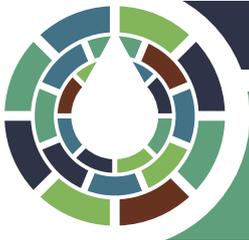
d'étiage, de mars à mai, est vouée à la pêche dans les étangs et les lacs, qui constituent d'importantes réserves de poissons. Tandis que les hommes s'occupent de la pêche, les femmes travaillent à la transformation du poisson. Le surplus de la pêche est vendu afin de générer des revenus. Les femmes accompagnent habituellement les hommes lors de leurs déplacements liés à la pêche.

Cette description des activités économiques de différents groupes ethniques est certes quelque peu stéréotypée, mais reste indispensable si l'on veut comprendre les dynamiques intercommunautaires locales dans le delta intérieur du fleuve Niger. Les groupes nomades ou semi-nomades (éleveurs et pêcheurs) se sédentarisent de plus en plus et complètent leurs revenus par une agriculture de subsistance. Cette tendance peut être attribuée aux effets du changement climatique, à la concurrence croissante pour des espaces et des ressources dans les destinations des différentes migrations, ou au succès d'un nombre de campagnes menées par plusieurs ONGs dans le but de diversifier les revenus des habitants du delta. Ceci dit, les intérêts de chaque catégorie socio-professionnelle (éleveurs, pêcheurs et agriculteurs) n'en restent pas moins représentés au sein des groupes nommés ci-dessus.

### *ii. Dynamiques de l'eau et impact sur les stratégies économiques et les moyens d'existence*

Le changement climatique est en train de causer des variations de plus en plus imprévisibles de disponibilité en eau au gré des saisons et d'année en année. La température moyenne annuelle au Mali a augmenté de 0,7°C depuis 1960. Les prévisions indiquent une augmentation de 1,2 à 3,6 degrés d'ici 2060, et plus encore dans les régions du sud-ouest (Kayes) et centrales (Mopti, Gao) du pays.<sup>6</sup> Les habitants ont remarqué que les températures moyennes journalières ont augmenté, avec pour résultat des nuits et des jours plus chauds et des périodes

*(Continues on page 8)*



# Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

Figure 2. Une année dans le delta intérieur du fleuve Niger

Cultivateurs, pêcheurs et éleveurs se disputent l'accès aux terres et aux ressources en eau fournies par le fleuve Niger. La disponibilité de ces ressources est de plus en plus imprévisible en raison des changements du régime d'inondation du Niger, du fait des variations climatiques et de l'allocation de l'eau en amont.



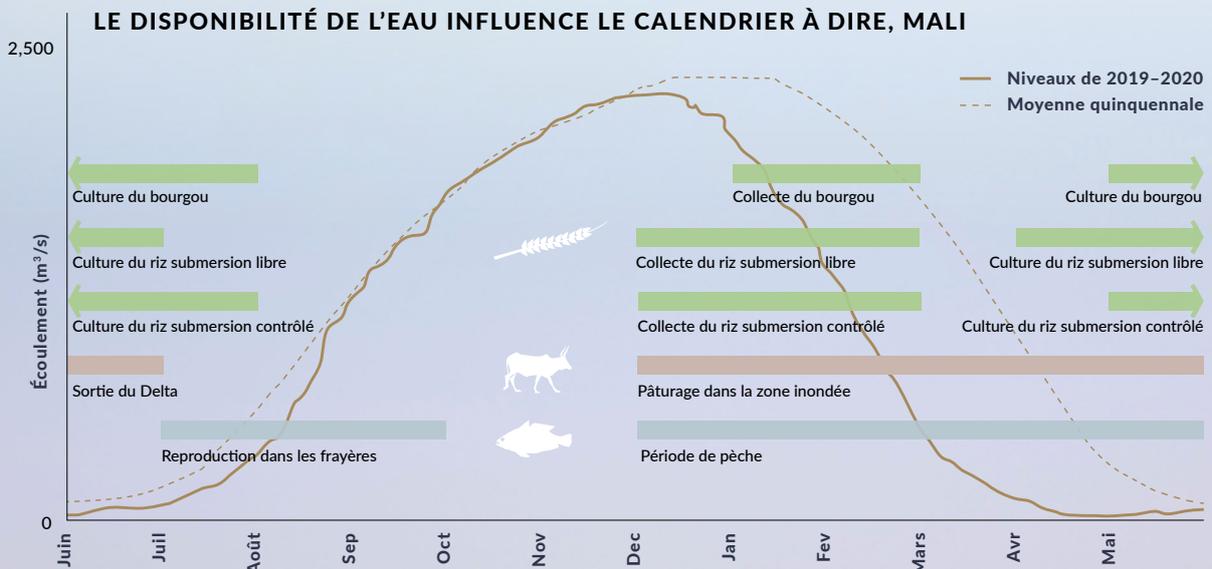
**AGRICULTURE**  
Les agriculteurs cultivent le riz ou le bourgou, une céréale qui pousse en terrain inondé. Les champs de bourgou sont des espaces de reproduction pour les poissons et source d'alimentation pour le bétail.



**ÉLEVAGE DE BÉTAIL**  
Les éleveurs amènent leur bétail dans les zones humides pour paître à mesure que l'inondation recule. Ils restent dans le delta jusque tard dans la saison sèche.



**PÊCHE**  
Les poissons ont besoin d'un environnement non perturbé pour se reproduire, afin d'assurer de bonnes prises pendant la période de pêche pour les communautés de pêcheurs.



Graphique © International Alert. Photo © John Warburton-Lee Photography/Alamy Stock Photo



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

de sécheresse plus longues. Ces augmentations ont un impact sur l'eau, et notamment sur son évapotranspiration, son ruissellement et la recharge des nappes phréatiques. Et ces impacts négatifs liés à l'augmentation des températures sont aggravés par une variabilité pluviométrique croissante d'année en année.

Tandis que le changement climatique est un important risque à long terme, dans l'immédiat le volume d'eau dans le delta intérieur du fleuve Niger a été réduit par la construction de barrages et de systèmes d'irrigation à grande échelle en amont des fleuves Niger et Bani. Cet impact sera par ailleurs aggravé par d'autres projets similaires actuellement à l'étude.

La manière dont de telles infrastructures sont décidées, étudiées, mises en œuvre et gérées est d'une importance capitale si l'on veut garantir une répartition équitable des ressources en eau à travers le bassin fluvial.<sup>7</sup>

La figure 2 décrit les variations annuelles du niveau de l'eau dans le delta intérieur du fleuve Niger ainsi que son utilisation par les pêcheurs, agriculteurs et éleveurs.

L'imprévisibilité croissante de la disponibilité de l'eau et des ressources qui en dépendent est en train de contraindre de nombreuses personnes à adopter des stratégies d'adaptation qui peuvent nuire à la cohésion sociale ou à l'environnement.

*« L'eau, c'est la vie. Si vous possédez des centaines de bêtes ou si vous êtes un important producteur de riz ou de millet, un an de sécheresse et vous êtes ruiné. C'est ce qui est en train de se passer dans nos villages qui vivent de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche. Dans l'insécurité que nous vivons au quotidien, tout va de pire en pire. »*

- Un membre important de la société civile à Djenné

La détérioration du climat, la pression démographique et le nombre croissant de

barrages et de systèmes d'irrigation en amont contribuent tous à réduire le nombre et la superficie des espaces inondables disponibles. Ceci entraîne une perte de productivité et une augmentation de la surexploitation et de la dégradation des ressources économiques, le tout menant à des conflits entre différents usagers de ces ressources.

Traditionnellement, les terres du delta intérieur du fleuve Niger n'étaient que rarement vouées à une unique activité. Au contraire, elles servaient de terres agricoles ou de pâturages selon la saison. Mais l'augmentation de la population et le nombre croissant de barrages et de systèmes d'irrigation à grande échelle font que les espaces traditionnellement utilisés pour l'élevage sont de plus en plus cultivés, clôturés et surveillés pour empêcher les troupeaux d'y pénétrer et d'endommager les champs.<sup>8</sup> Ceci a entraîné une concurrence ouverte entre les pêcheurs, les éleveurs et les agriculteurs des différentes communautés.

Il y a aujourd'hui moins de pâturages (bourgoutières incluses) et plus de terres cultivées, ce qui a des conséquences négatives pour les éleveurs, qui ont besoin de pouvoir accéder à toujours plus de points d'eau, de rives et de lacs au fur et à mesure que leurs troupeaux augmentent. Les communautés vivant de la pêche en souffrent également, car les pêcheurs ont naturellement besoin de pouvoir accéder à des espaces le long des rives et à les utiliser pour charger et décharger leurs équipements et leurs prises. De plus, l'appropriation par de riches individus d'espaces traditionnellement libres d'accès est un phénomène par lequel les acteurs économiques les plus privilégiés de la région mettent la main sur de plus en plus de grandes étendues du delta qui appartenaient jadis à des familles ou à des communautés locales.

Une pression croissante sur les ressources disponibles en eau et en terres ont entraîné de nombreuses personnes à ne plus accorder la priorité à leurs activités économiques traditionnelles et à se tourner vers d'autres. Ceci



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

accentuée à son tour la pression sur un système social de longue date basé sur un partage précis des ressources entre les différents groupes. Une enquête réalisée par le Partenariat « Eau, Paix, Sécurité » (WPS) a révélé que poursuivre des activités économiques alternatives est utilisé comme stratégie d'adaptation par 35% des personnes interrogées à Mopti, 37% à Konna et 50% à Djenné.

Cette diversification d'activités économiques inclut, par exemple, des pêcheurs traditionnels qui, ayant du mal à gagner leur vie, se mettent à chercher une terre à cultiver ou un étal sur un marché pour y faire du petit commerce. A Mopti et à Djenné, certains agriculteurs ont témoigné du fait que, lorsque leur champ ne produit pas beaucoup, ils exploitent les forêts environnantes afin de vendre du bois et du charbon de bois, réduisant ainsi encore plus les ressources naturelles disponibles et enfreignant potentiellement des lois sur la protection de l'environnement. La déforestation est également employée pour créer

des terres agricoles pour de « nouveaux » paysans. L'impact environnemental de la déforestation inclut également l'ensablement croissant des fleuves.

Les conclusions de ce rapport soulignent le fait que diversifier son activité économique est l'une des nombreuses stratégies d'adaptation que les gens peuvent décider d'adopter. D'autres choisissent de migrer (15% des personnes interrogées à Mopti, 16% à Konna et 28% à Djenné) ou de rejoindre un groupe armé (15% à Mopti et 16% à Konna). Les tensions causées par l'adoption de ces stratégies d'adaptation posent un défi à l'efficacité des mécanismes existants de gestion de conflit. Le rapport reviendra en détail sur ces trois phénomènes.

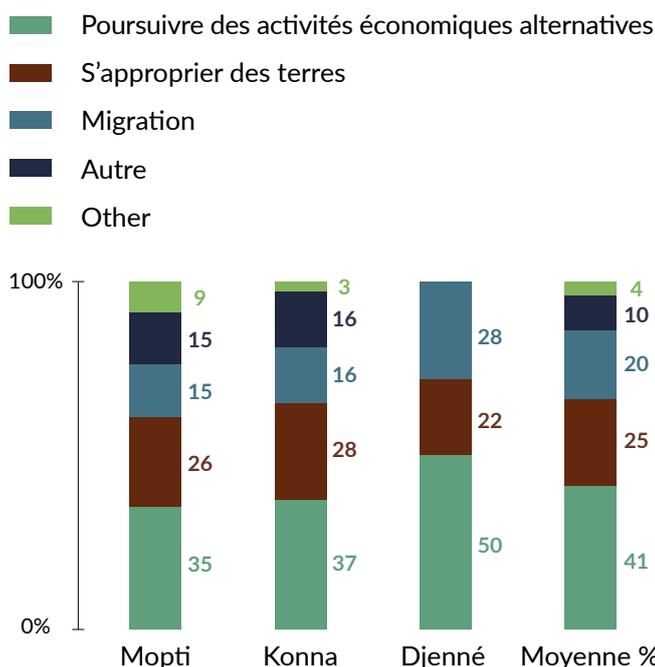
### b. La concurrence accrue autour de l'accès à l'eau et aux ressources liées à celle-ci mène à des tensions et des conflits intra et intercommunautaires

Un nombre croissant de conflits opposent différents groupes d'éleveurs, de paysans et de pêcheurs, et les opposent parfois au sein-même de leur groupe. Différents groupes se font de plus en plus la concurrence autour de l'utilisation des ressources liées à l'eau et à la terre, reconnues comme étant insuffisantes pour les besoins de tous ou comme réparties de manière inéquitable.

De plus, le changement climatique et la diminution des niveaux d'eau perturbent les modes d'exploitation établis, causant des conflits entre différents groupes. Ces conflits ont tendance à augmenter en nombre et en intensité lors de certaines périodes de l'année—comme, par exemple, lors des semis ou des récoltes, ou lorsque des troupeaux quittent une zone ou arrivent dans une autre au gré de leurs transhumances saisonnières.<sup>9</sup>

### i. Les conflits liés à l'eau opposent différentes communautés ou parfois même les membres d'une même communauté

Figure 3. Stratégies d'adaptation utilisées par des acteurs locaux confrontés à une réduction des ressources disponibles dans leur écosystème





## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

Les principales dynamiques des conflits qui opposent différents utilisateurs des ressources liées à l'eau sont :

- **Les conflits entre agriculteurs et éleveurs** sont principalement dus à l'accès à l'eau et à l'utilisation de terres le long d'un fleuve ou près d'un point d'eau. Les problèmes les plus fréquents concernent des cultures endommagées par du bétail ou la mise en culture de terres sur des chemins de transhumance. Ces conflits éclatent normalement vers la fin de l'arrivée des troupeaux dans le delta, en mai-juin, ou lorsqu'ils partent et reviennent en juin-juillet et octobre-novembre.
- **Les conflits entre agriculteurs et pêcheurs** concernent surtout l'utilisation de terres inondées, soit parce que les communautés qui vivent de la pêche accusent les agriculteurs d'avoir dépassé les limites des terres qui leur avaient été accordées par les autorités locales traditionnelles, le plus souvent en mai-juin, soit parce que les agriculteurs accusent, le plus souvent en janvier-février, les pêcheurs d'avoir placé des filets dans leurs rizières ou dans le fleuve, bloquant ainsi les systèmes d'irrigation ou causant l'ensablement du fleuve.
- **Les conflits entre pêcheurs et éleveurs** sont fréquents car les éleveurs se tournent de plus en plus vers la pêche pour augmenter leurs revenus, accroissant ainsi la concurrence autour de ressources limitées. Ces conflits peuvent également éclater lorsque des têtes de bétail meurent noyées dans les canaux artificiels que les pêcheurs creusent afin d'attraper des poissons. Les pêcheurs se plaignent aussi du bétail qui détruit leurs filets, surtout lors de la montée des eaux en juillet-août ou lors de la décrue en janvier-février.

Tandis que les recherches du Partenariat « Eau, Paix, Sécurité » (WPS) suggèrent que les conflits intercommunautaires sont plus

fréquents et plus intenses que leurs équivalents intracommunautaires, ces derniers ont plutôt tendance à éclater lors des situations suivantes :

- **Les conflits au sein de communautés agricoles** concernent principalement l'utilisation des terres et notamment les limites entre différents champs, la mise en culture de nouvelles terres, les systèmes d'irrigation et la transplantation et la récolte de cultures. Ces conflits ont plutôt lieu en mai-juin ainsi qu'au début et à la fin de la saison agricole.
- **Les conflits au sein de communautés d'élevage** éclatent autour de questions comme l'accès du bétail aux bourgoutières et autres pâturages, surtout lorsqu'un éleveur croit que les règles de préséance qui gouvernent cet accès n'ont pas été respectées. Des conflits de ce genre ont le plus souvent lieu lorsque les troupeaux retournent au delta en octobre-décembre.
- **Les conflits au sein de communautés de pêcheurs** concernent l'accès aux eaux les plus riches ou aux meilleurs stocks de poissons. Ils peuvent être déclenchés par l'arrivée de pêcheurs nomades dans une zone revendiquée par des pêcheurs sédentaires, ou lorsque des pêcheurs installent des perches ou des filets dans un endroit revendiqué par d'autres, ou lorsque les règles locales sur la pêche ne sont pas respectées. Ces conflits ont plutôt lieu en décembre-janvier, lors de la période de pêche la plus intense.

### ii. Sexe, âge et conflit

Les recherches du Partenariat « Eau, Paix, Sécurité » (WPS) ont confirmé que les différentes communautés du delta intérieur du fleuve Niger croient elles-mêmes que les problèmes liés à l'eau contribuent à augmenter les inégalités entre hommes et femmes et entre générations.

Le Mali reste une société très patriarcale dans laquelle les femmes et les jeunes n'ont en



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance



Une femme et des enfants vont chercher de l'eau lors de la période d'étiage près de Konna. L'intensité de la crue a un impact sur la vie quotidienne des habitants. Lors de la décrue, les femmes et leurs filles doivent s'éloigner toujours plus de la ville afin de rapporter l'eau nécessaire au quotidien pour le linge et l'hygiène. Plus la crue est faible et le niveau de l'eau est bas, plus elles doivent aller loin. © Ousmane Makaveli/International Alert

pratique qu'un accès limité à la terre ou au pouvoir de décision, tout particulièrement dans les villages et les communautés traditionnelles. Malgré certains progrès, notamment dans le cadre législatif,<sup>10</sup> les défis et les obstacles auxquels les femmes et les jeunes doivent faire face s'ils veulent posséder des terres mènent à un enchevêtrement d'autres formes de vulnérabilité économique, dont l'impossibilité de posséder une maison ou de se voir accorder un prêt bancaire.

**Les femmes** risquent d'être victimes de violences sexistes, et ce risque augmente en temps de conflit. Cette situation peut les forcer à prendre des décisions pour leur sécurité qui augmentent leur vulnérabilité économique—comme, par exemple, ne pas poursuivre des activités

économiques ou des études qui pourraient les exposer à la violence.<sup>11</sup>

Les femmes ne sont pas perçues comme des combattantes, mais elles peuvent néanmoins jouer un rôle dans les conflits qui opposent différents groupes—par exemple, lorsque du bétail envahit leur potager ou leur champ et que les hommes de leur famille attaquent les éleveurs responsables pour le troupeau. Les femmes ont également un rôle direct à jour dans la gestion des ressources naturelles au sein du foyer (eau, carburant, nourriture), et devraient donc avoir une place dans les mécanismes de résolution des conflits autour de ressources.



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

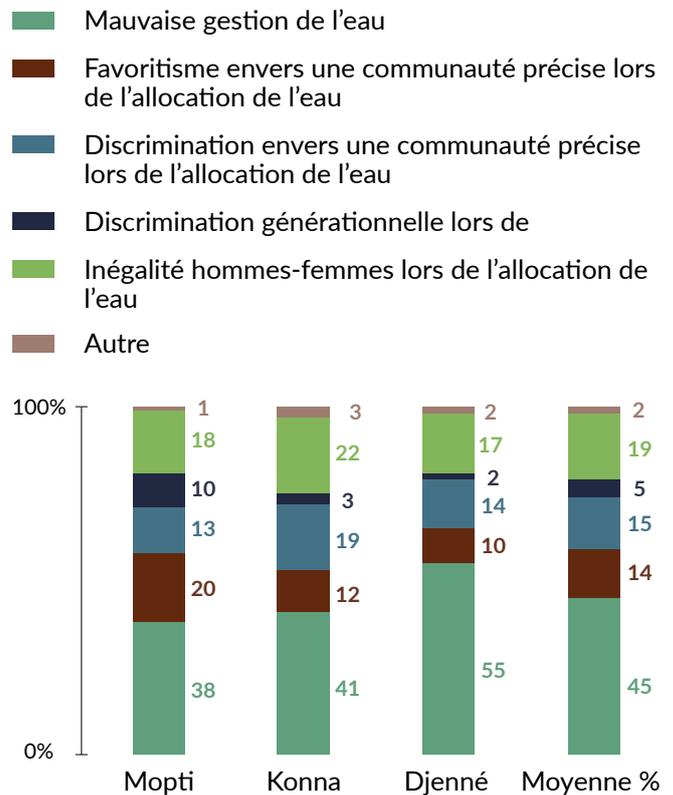
**Les jeunes** sont très impliqués dans les conflits dans cette région. Ils sont les plus vulnérables au recrutement par des groupes armés, un choix qu'ils feront soit pour subsister, soit pour résoudre leurs griefs. Les jeunes sont également ceux qui courent le plus grand risque d'être maltraités par l'État lorsqu'il les suspecte d'appartenir à un groupe armé, ou de souffrir d'autres injustices de la part de l'État qui les encourageraient à rejoindre un tel groupe.<sup>12</sup> De plus, les communautés locales font souvent appel aux jeunes pour les protéger au sein de milices d'autodéfense armées, surtout lorsque des conflits éclatent entre différents groupes.

Dans une société patriarcale où l'âge est le premier indicateur de statut, les jeunes ont de nombreux griefs—notamment à cause du fait qu'ils sont souvent exclus des mécanismes locaux et traditionnels de prise de décision, et qu'on les relègue sur les terres les plus pauvres et les moins rentables, et ce malgré la loi sur l'agriculture de 2006 qui leur accorde la priorité en termes d'accès aux terres et aux moyens de production. Certaines des personnes interrogées ont qualifié ce phénomène de « discrimination générationnelle ». Le bouleversement radical engendré par les conflits armés pourrait ainsi séduire des jeunes en quête d'un moyen de résoudre leurs griefs.<sup>13</sup>

Ceux qui ont participé à l'enquête ont également signalé les problèmes de la mauvaise gestion des ressources et du favoritisme lorsqu'un accès limité est cédé à quelqu'un. Certains ont aussi identifié la nécessité d'avoir de l'argent ou de connaître les « bonnes » personnes si l'on veut avoir accès à quelque chose, phénomène qui marginalise encore plus les groupes plus vulnérables comme les jeunes ou ceux installés depuis peu dans une localité.

### c. La légitimité de l'État et des chefs traditionnels est en crise, limitant leur capacité à résoudre des conflits autour de différentes ressources

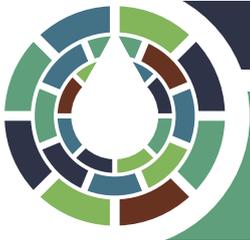
Figure 4. L'impact du stress hydrique sur les populations et les communautés locales



Lorsque les conflits décrits ci-dessus éclatent au sein d'une communauté, des systèmes de gouvernance formels et informels sont disponibles pour tenter de les résoudre, mais les deux sont toutefois contestés. Les faits suggèrent que les populations locales ont tendance à privilégier les mécanismes informels. Cette partie du rapport se concentrera sur ces systèmes de gouvernance formels et informels et sur la manière dont les deux interagissent.

#### i. Les mécanismes traditionnels de gestion des ressources et leur interaction avec l'État moderne

L'importance centrale de l'eau au sein des communautés du delta intérieur du fleuve Niger a mené à la création de nombreuses méthodes traditionnelles pour sa gestion. Les communautés se sont servies de ces méthodes pour établir un



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

accès à ou la possession de différentes ressources, ainsi que pour résoudre d'éventuelles disputes liées à celles-ci. En plus de ces coutumes et usages complexes, il existe aussi des chefs traditionnels qui gèrent les ressources de leurs localités.

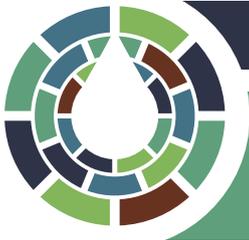
Le « Djowro » traditionnel gère les relations entre les éleveurs foulanis et les communautés agricoles concernant les mouvements des troupeaux et leur accès à l'eau et aux pâturages. Le « maître des eaux » (« djitigui » en bambara), quant à lui, gère le calendrier de la pêche, l'accès aux étangs et aux zones de pêche, et la conservation des frayères (les endroits dans lesquels les poissons se reproduisent). Dans ces deux domaines, la présence d'un clan ou d'une lignée influence les décisions sur l'accès aux ressources. Il existe également un « maître des terres » (« bessèma » en bambara) qui surveille la répartition des terres agricoles entre les différents agriculteurs en utilisant des pouvoirs qui lui sont délégués par le Djowro.<sup>14</sup> L'autorité dominante du Djowro date de l'époque de l'Empire du Macina (1815-1853, appelé également Diina), qui établit l'essentiel du système des classes des Foulanis ainsi que les structures régissant la migration des troupeaux et la répartition des terres. Un nombre de pactes sociaux existent entre ces chefs coutumiers, et ces pactes sont en théorie régulièrement renouvelés lors de festivals culturels ou par le biais d'associations formelles ou informelles comme les « griots » (des bardes dépositaires des traditions orales) ou d'un réseau de communicateurs traditionnels pour le développement appelé Recotrade.

Toutes ces hautes fonctions se basent sur des structures de classe traditionnelles et patriarcales, et sont donc réservées à des hommes âgés au statut élevé. Il n'est donc pas étonnant que les décisions de ces chefs coutumiers ont tendance à soutenir les structures des pouvoirs existantes et à contribuer à la marginalisation des jeunes, des femmes et des nouveaux arrivants (voir ci-dessus).

Les mécanismes traditionnels de gouvernance du delta intérieur du fleuve Niger interagissent avec les institutions de l'État depuis les temps coloniaux. Dans l'état moderne du Mali, des lois et des organismes officiels sont responsables pour la gestion des ressources au niveau national. Les politiques nationales les plus importantes en la matière sont la Politique nationale de l'eau, la Politique nationale de développement de l'élevage, la Politique nationale de développement de la pêche et de l'aquaculture, la Politique énergétique nationale, la Stratégie de développement de la maîtrise de l'énergie, la Stratégie nationale de développement de l'irrigation et la Stratégie nationale de sécurité alimentaire. Ceci dit, la mise en œuvre de ces politiques et stratégies nationales n'a pas toujours été suffisamment efficace, et elles ne correspondent pas nécessairement aux usages locaux traditionnels.

Les structures de gouvernance aux niveaux local, régional et de district ne jouent pas de rôle spécifique dans la gestion de l'eau, mais sont d'une importance centrale pour les processus de gestion des terres et de médiation lors de conflits. La municipalité est dirigée par un maire et son conseil d'élus et est administrée par un sous-préfet représentant l'État et nommé par le Conseil des ministres. Cependant, le manque d'infrastructures et l'éloignement géographique isolent de nombreuses communautés de leur centre administratif, les obligeant ainsi à compter sur une gouvernance au niveau du village. Les Chefs de village et les Conseils de village sont légalement reconnus, mais le processus de leur sélection n'est pas défini par la loi et est en pratique régi par les traditions et les coutumes.<sup>15</sup> La reconnaissance légale dépend d'un Acte de reconnaissance délivré par le préfet, mais ceci n'est pas toujours fait.

La reconnaissance imparfaite par l'État de pratiques coutumières a affaibli les mécanismes traditionnels de gouvernance ainsi que les systèmes mis en place par l'État lui-même. La contestation du droit de gérer différentes



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

ressources a entraîné une crise de légitimité des structures traditionnelles et a réduit leur capacité à résoudre d'éventuels conflits. Elles sont de plus en plus perçues comme étant à la solde de puissants intérêts économiques ou politiques. Au lieu de tenir compte des vrais besoins et attentes des personnes qu'elles sont censées représenter, elles sont accusées de reproduire les rapports de force inégaux détaillés ci-dessus.

Malgré les imperfections de ce système, et comme il a été expliqué ci-dessus, les personnes interrogées par l'enquête ont néanmoins témoigné d'une plus grande confiance dans les autorités traditionnelles lors de la résolution de conflits que dans les représentants de l'État, qu'ils accusent d'être plus corrompus. De plus, certaines communautés peuvent penser que les

démarches judiciaires officielles sont onéreuses, excessivement lentes, sans rapport à leur situation locale et sous l'autorité de juges nommés pour une durée limitée par le gouvernement central dans des régions qu'ils connaissent peu. Ces communautés préfèrent donc avoir ressort au droit coutumier pour résoudre d'éventuelles disputes sur différentes ressources. De plus, depuis 2012, certaines autorités et instances de l'État ont été absentes des régions du centre et du nord du Mali car directement ciblées par divers groupes armés.

*En ce qui nous concerne, les représentants de l'État (administration et services techniques) et les élus font tout pour prendre notre argent, donc nous n'avons aucune confiance en leurs mécanismes de prévention et leurs techniques*



Concurrence autour de l'utilisation de l'espace près de Mopti. Pendant la décrue, agriculteurs, pêcheurs et éleveurs se rivalisent pour accéder au lit du fleuve. La délimitation de champs (sur la droite) et la présence de pêcheurs sur les rives limitent l'accès des éleveurs à l'eau et aux pâturages adjacents. L'eau est un élément vital pour les activités économiques de ces trois groupes. © Ousmane Makaveli/International Alert



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

*de gestion de conflit. Nous préférons résoudre nos problèmes nous-mêmes avec les autorités traditionnelles.*

– Un habitant de Mopti

Une enquête réalisée par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm a révélé qu'en cas de conflit ou de crime sérieux, la plupart des gens iraient voir les autorités traditionnelles avant toute autre partie prenante, y compris des représentants de l'État. La majorité des personnes interrogées pensaient également que le système judiciaire coutumier était le plus impartial. Seulement peu d'entre eux dirent qu'ils se tourneraient vers la justice religieuse ou officielle.<sup>16</sup>

Ceci dit, la coexistence entre systèmes de gouvernance des ressources officielle et coutumière est possible. L'élection d'un régime démocratique en 1993 fut le début d'une transition, abandonnant lentement un État centralisé et une législation favorable aux agriculteurs sédentaires afin de progresser vers l'adoption d'outils législatifs qui incluent les différentes communautés dans la gestion des ressources naturelles. Mais en pratique, ceux qui prennent les décisions au niveau local n'ont qu'une connaissance limitée de ces outils, et la mise en œuvre d'éventuelles consultations locales est souvent insatisfaisante.

Les Commissions foncières, informellement appelées « CoFos », sont un mécanisme prometteur pour la résolution de conflits autour de ressources naturelles. Une fusion au niveau du village des systèmes judiciaires coutumier et officiel, les Commissions foncières rassemblent chef du village, représentants des différentes communautés, chefs coutumiers et représentants d'associations de femmes et de jeunes afin de discuter d'éventuels problèmes liés à la terre ou aux ressources et de résoudre pacifiquement les conflits. Le procès-verbal du rassemblement est alors validé par un juge, créant un lien entre les deux systèmes.

Les CoFos n'étant qu'une innovation relativement récente,<sup>17</sup> il est encore trop tôt pour connaître leur efficacité à prévenir ou à résoudre des conflits. Leur bonne mise en œuvre requiert une connaissance approfondie du système et de bons rapports entre Commission et pouvoir judiciaire, mais les deux méconnaissent malheureusement trop souvent leur rôle et leurs responsabilités et sont peu disposés à travailler ensemble. En pratique, les CoFos les plus actives sont celles créées, financées et soutenues par des organisations externes ou des ONGs internationales.<sup>18</sup>

La Charte pastorale du Mali, adoptée en 2000 et imposée depuis 2001, a fait partie de ce changement d'attitude vers les éleveurs transhumants. Ce document, accessible en ligne sur le site du « Land Portal »,<sup>19</sup> définit comment les terres et l'accès aux points d'eau doivent être organisés avec la participation des communautés locales, des autorités et de représentants des éleveurs et selon les priorités suivantes :

- mouvements des troupeaux : les autorités locales doivent délimiter des zones de pâturage, des corridors de passage et des accès à des points d'eau (étangs, abreuvoirs et rivières inclus) ;
- la conservation et le rétablissement des ressources naturelles ;
- l'adoption commune d'un calendrier pour les activités d'élevage ; et
- la participation de coopératives agricoles, des autorités locales et d'associations d'éleveurs dans les mécanismes de résolution de conflit.

La structure consultative intégrée au Code de l'eau adopté en 2002 est un autre exemple de mécanisme mixte.<sup>20</sup> Des structures administratives ont été créées pour surveiller l'application de ce code au niveau local—et notamment par les Comités locaux de l'eau (CLE). Les CLEs ont pour tâche de prévenir et de résoudre d'éventuels conflits liés à



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

L'utilisation de ressources en eau ou son impact sur l'environnement et de maintenir la durabilité des différentes sources d'eau. Quatre CLEs ont été créées dans la région de Mopti. Tout comme les Commissions foncières, les CLEs incluent des femmes, des jeunes et des membres de différentes communautés, ce qui les rend potentiellement prometteurs comme mécanisme de résolution de conflits locaux.

En pratique, cependant, tous ces mécanismes manquent de financement et de soutien. Le Mali a pendant longtemps délégué la gestion des ressources locales dans la périphérie du pays aux traditions ancestrales. Depuis l'indépendance du pays et dans le cadre des efforts qu'il entreprend pour bâtir un état moderne, le gouvernement s'est efforcé d'intégrer les différents systèmes judiciaires et coutumiers. Mais les communautés et même certains responsables n'ont souvent pas les connaissances requises, avec pour résultat des systèmes juridiques de mauvaise qualité et incapables de résoudre des conflits autour de la gouvernance des ressources naturelles.

### *ii. Des conflits entre communautés et instances et investissements de l'État*

Les institutions, instances et organismes officiels ne sont pas perçus par les communautés comme des arbitres neutres lors de conflits autour de ressources, et les politiques qu'ils mettent en œuvre peuvent parfois causer ou exacerber ces conflits. Les projets d'irrigation à grande échelle, par exemple, entrepris en amont du fleuve par des entités officielles comme l'Office « Riz Mopti » ou l'Office du fleuve Niger<sup>21</sup> augmentent certes les rendements de riz mais réduisent également le niveau de l'eau dans le delta, ce qui a naturellement un impact négatif sur les communautés : déplacements involontaires, interférences avec les chemins de transhumance, réduction des périodes de pâturage, problèmes avec l'écoulement et la qualité de l'eau, etc. De plus, la construction de nouveaux barrages en Guinée, tel celui de Fomi, risque d'exacerber ces problèmes et de créer des nouveaux conflits.

Dans la zone de l'Office du fleuve Niger, l'accès aux terres et leur utilisation donne lieu à des malentendus et même des conflits entre l'Office, ses administrateurs et les agriculteurs locaux. D'après un habitant, ces conflits entre Office et paysans sont très souvent dus à un manque de communication et de sensibilité, au fait que certains agriculteurs ignorent tout des règles, et à la mauvaise distribution d'eau pour l'irrigation. Un membre du Conseil municipal de Mopti a parlé de conflits similaires. Cette fois-ci, des investisseurs fonciers, avec le soutien de représentants de l'État, ont tenté de devenir les propriétaires de terres que des familles pauvres considéraient comme les leurs. Le système d'enregistrement foncier doit être simplifié et formalisé, mais ces efforts sont compliqués par l'enchevêtrement complexe d'allégeances et d'assertions légitimes de propriété.

### **d. Des groupes armés non-étatiques promeuvent des nouveaux modèles sociaux et de gouvernance, contribuant à la crise de légitimité des autorités**

En plus des mécanismes de gouvernance étatiques et coutumiers, des groupes armés non-étatiques sont présents dans le delta intérieur du fleuve Niger depuis 2016. Ces groupes contribuent à la dynamique complexe dans la région, et jouent un rôle croissant dans le remplacement des autorités et dans la régulation de tous les aspects de la vie quotidienne des populations qui se retrouvent sous leur contrôle, et notamment dans la gestion des ressources naturelles.

### *i. Milices d'autodéfense, djihadistes et groupes criminels*

Les groupes armés non-étatiques dans le delta intérieur du fleuve Niger peuvent être catégorisés de la manière suivante :

- Groupes extrémistes—comme la « Katiba Macina », qui prend son nom de celui d'une zone du delta intérieur du fleuve Niger ; le « Jama'at Nusratul al-Islam wal Muslimine » (Groupe de soutien à l'islam et aux



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

musulmans, GSIM) ; et, à un moindre degré, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), plus présent dans le nord du Mali ;

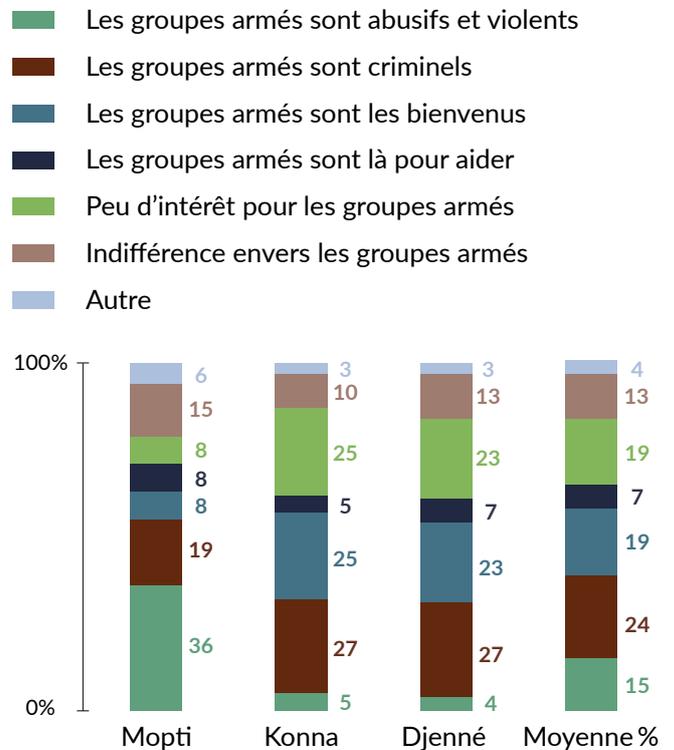
- Milices d'autodéfense formées par des communautés afin de résister aux groupes extrémistes. Les plus importantes sont les « Dozos/Donzos », des fraternités de chasseurs dogons, dont la plus célèbre est « Dan Na Ambassagou ». D'autres milices dans le delta incluent le Mouvement de soutien pour l'Azawad, composé de Foulanis, ou « Ganda Izo », mixte foulani-songhai, présents dans le nord et le centre du Mali ; et
- Bandits armés qui profitent de l'insécurité générale et y contribuent par des vols, particulièrement de bétail.

Les djihadistes et les milices d'autodéfense justifient tous les deux leurs opérations par la gouvernance faible et injuste de l'État, mais continuent de l'affaiblir en contestant l'autorité de l'État et en aggravant l'insécurité générale. La menace que constituent les bandits justifie également leur présence au sein de certaines communautés, qui les considèrent parfois comme des protecteurs.

La tension qui marque les rapports entre les différents groupes ethniques a été exacerbée par la perception parmi les forces de l'ordre que la plupart des extrémistes religieux sont des Foulanis et que l'ethnie bénéficie du soutien des extrémistes. Même si des Foulanis sont présents au sein de certaines milices d'autodéfense, les extrémistes ont exploité leurs différents griefs afin d'accroître leur recrutement. Ainsi, un conflit entre acteurs récemment établis a su exploiter des tensions intercommunautaires plus anciennes.<sup>22</sup> Le discours égalitariste du djihadisme a été utilisé pour bouleverser l'équilibre des pouvoirs entre les groupes ethniques ainsi qu'entre les différents clans des Foulanis qui régit l'accès aux ressources, et pourrait causer de nouveaux conflits intercommunautaires.<sup>23</sup>

Le travail d'enquête du Partenariat « Eau, Paix, Sécurité » a également révélé d'importantes différences entre les personnes interrogées quant à leur perception des groupes armés. Les habitants de Mopti furent les plus critiques à leur égard, et étaient donc les plus susceptibles de signaler des abus qu'ils auraient commis. Les différences entre les réponses pourraient être plutôt liées aux différents niveaux d'activité de ces groupes armés dans différentes zones qu'à de simples différences d'attitude : la plus grande présence de groupes armés aux alentours de Djenné et de Konna fait que ces communautés se sentent plus vulnérables et sont donc moins enclines à ouvertement critiquer les groupes armés.

Figure 5. Comment les groupes armés et les milices d'autodéfense sont perçues dans trois différentes communautés





## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

### *ii. Gestion des ressources naturelles et rapports entre groupes armés, l'État et autorités traditionnelles*

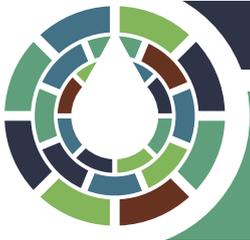
Les rapports entre les différentes sources d'autorité dans la région sont complexe. Les groupes armés usurpent parfois même les deux formes d'autorité, officielle et coutumière. Par exemple, certains groupes armés protègent les troupeaux des bandits, aident les membres les plus désemparés de la communauté<sup>24</sup> ou servent d'arbitres lors de conflits liés à différentes ressources. Rejoindre un groupe armé, surtout s'il est djihadiste, pourrait être une réponse à l'absence d'acteurs étatiques efficaces, ou à une perception de leur rôle au sein de la communauté comme négatif et potentiellement dangereux lors

de conflits. La décision de rejoindre un groupe armé peut également être motivée par d'autres considérations, notamment économiques.

Dans certains cas, les groupes armés se tournent vers des chefs coutumiers pour arbitrer des disputes liées à des ressources, renforçant ainsi leur autorité. Cependant, l'Institut Clingendael affirme que même ce genre de coopération ne mènera finalement qu'à l'érosion de l'autorité des chefs coutumiers.<sup>25</sup> D'après des entretiens, l'État malien, officieusement, soutient et travaille avec certaines des milices d'autodéfense, comme par exemple les « Dozos/Donzos ». Même si les milices d'autodéfense sont perçues comme étant éloignées « dans la brousse », recrutant



Le fleuve Niger près de Konna après la décrue. L'ensablement du fleuve a perturbé les habitudes des agriculteurs et des pêcheurs. Certains agriculteurs détournent le fleuve vers leurs champs en érigeant des digues le long de ses différents bras, privant ainsi d'eau les éleveurs, les agriculteurs et les pêcheurs en aval. L'ensablement a un impact sur tous les villages dans les zones inondables du delta intérieur du fleuve Niger, avec pour résultat des prises réduites en poisson, obligeant ainsi les pêcheurs de migrer vers d'autres endroits. © Ousmane Makaveli/International Alert



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

des populations rurales, leurs chefs sont souvent basés dans les principales villes, contrôlées par l'État malien.

*Dans certaines endroits, les conflits et les disputes sont réglés par les djihadistes du coin. Lorsqu'une dispute ou une querelle éclate, au lieu de se rendre chez le « bolongal amirou » (le chef du village), les gens font appel aux djihadistes. Le « paiement de la préséance » n'est plus payé ou l'est en cachette. Au lieu des sommes colossales qu'exigent les « Djowros » (voir ci-dessus, 3.c.i), les djihadistes ne prennent que des miettes. Lorsqu'il y a un problème, au lieu de se tourner vers l'État, les gens font appel aux djihadistes pour résoudre des questions de justice, et aux Donzos (3.d.i) lorsqu'il s'agit d'attaques ou de menaces.*

– Un chef religieux à Konna, entretien téléphonique, septembre 2021.

Tous les différents groupes cherchent à contrôler les ressources, car ce contrôle, surtout en l'absence d'un État fort et efficace, est important pour la perception de leur légitimité. Les groupes de djihadistes utilisent les ressources qu'ils contrôlent pour collecter des fonds, notamment par la taxation des récoltes et des troupeaux, ainsi que pour punir certaines communautés en leur interdisant d'accéder à leurs champs ou à leurs zones de pêche.<sup>26</sup> Une communauté ainsi exclue fait ensuite appel à une milice d'autodéfense pour restaurer son droit d'accès, et ensuite la milice cherche souvent à contrôler la ressource en question elle-même. Certaines milices ont été accusées d'avoir aidé une communauté à s'approprier les terres d'une autre, créant ainsi de nouveaux conflits.<sup>27</sup>

Les groupes extrémistes qui contrôlent des ressources sont souvent les arbitres des conflits qui y sont liés—un rôle qui renforce leur usurpation de l'autorité de l'État. Ils sont alors non seulement acteurs du conflit, mais également acteurs de sa gestion, imposant parfois les principes de la loi islamique (charia) de manière rigoriste, ou cherchant à s'assurer le soutien des

chefs traditionnels locaux, et agissant en tant que plus haute instance et dernier recours.<sup>28</sup> Par ces actions, ils ont transformé les structures existantes de gestion des ressources-clés. Les personnes interrogées ont souligné le fait que la gestion des champs de bourgou, jadis assurée par les Djowros, a été reprise par les djihadistes. Après s'être initialement opposés à tout paiement et aux principes traditionnels de préséance, ces derniers ont finalement imposé le paiement d'une « zakat »—une taxe islamique—pour accéder à certains lieux et leurs ressources.

D'après l'une des personnes ayant participé à l'enquête, les conflits qui opposent différents groupes extrémistes permettent à des jeunes hommes normalement marginalisés de jouer un plus grand rôle dans la prise de décisions et la gestion de ressources. En plus de la pression démographique et des impacts du niveau décroissant de l'eau et du changement climatique (voir ci-dessus), ceci pourrait également servir de motif à leur décision de rejoindre de tels groupes.

*« Les djihadistes se sont rendus plus populaires en dénonçant les juges et les forces de sécurité, dont le comportement les a rendus détestables aux yeux d'une majorité des gens, peu importe leur ethnie ou leurs origines. Si tu n'as pas d'argent ou de membre de ta famille dans les hautes sphères de l'administration, tes droits seront bafoués par les juges. »*

– Un éleveur de Djenné, septembre 2021

### 4. Conclusions

La capacité des communautés du delta intérieur du fleuve Niger à gagner leur vie est très dépendante des pluies saisonnières et du rythme de crue et de décrue du fleuve et de ses affluents. Des conflits éclatent lorsque différentes communautés se disputent la même eau et les mêmes terres pour les besoins de leurs différentes stratégies d'activité économique saisonnière (agriculture, élevage, pêche), le plus souvent à des moments



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

précis de l'année. La raréfaction des terres fertiles et de l'eau mène également à des conflits autour de l'accès aux ressources naturelles. Le stress hydrique que causent le changement climatique, la surexploitation et des décisions prises en amont du fleuve a obligé les communautés du delta à changer leurs comportements et à poursuivre des stratégies d'adaptation. Ceci intensifie la pression sur la terre et l'eau, élargit les inégalités entre générations et entre hommes et femmes en matière d'accès aux ressources naturelles, et démultiplie les conflits intra et intercommunautaires liés à l'accès à ces ressources et à leur contrôle.

Dans un tel contexte, la façon dont les ressources en eau sont réparties et la manière dont les disputes autour des ressources naturelles sont résolues sont d'une importance capitale si l'on veut garantir la paix et la stabilité dans la région.

Les systèmes ancestraux régulant l'allocation de différentes ressources et la mobilité des éleveurs et des pêcheurs sont en perte d'autorité. La gestion législative et administrative des ressources naturelles n'est pas pleinement assurée, principalement à cause du fait que les communautés restent peu informées de leurs droits, et que les autorités n'ont pas la présence et les moyens nécessaires pour exercer cette gestion.

Tout ceci cause des écarts dans la gestion de ressources. Cependant, il existe certains modèles de gestion qui combinent autorités traditionnelle et officielle. Certains de ces modèles semblent prometteurs, mais ils doivent être mieux encouragés et soutenus si l'on veut qu'ils réussissent à bâtir une gouvernance étatique plus forte et plus pacifique. Des méthodes de gouvernance inclusives, décentralisées et contextualisées aux systèmes locaux seront également nécessaires.

Des groupes extrémistes et des milices d'autodéfense s'installent dans le vide qu'a laissé derrière elle l'incapacité de l'État et des autorités coutumières à gérer des dynamiques complexes

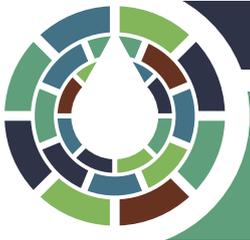
de conflit intra et intercommunautaire. Ceci menace la cohésion sociale et la stabilité de populations qui ont de plus en plus de mal à gagner leur vie.

### 5. Recommandations

Les recommandations suivantes, qui se basent sur les conclusions ci-dessus, s'adressent au gouvernement malien, à ses principaux soutiens internationaux, à tous ceux qui cherchent à promouvoir la paix dans la région, et à des experts en eau et en écosystèmes.

#### Les autorités centrales et régionales du gouvernement malien devraient:

- Analyser, en mettant l'accent sur leur potentiel à causer ou à renforcer des conflits, tous les grands projets d'infrastructure, d'agriculture et d'irrigation qui pourraient avoir un impact sur le niveau des eaux du delta intérieur du fleuve Niger;
- Augmenter les investissements, tant financiers qu'en matière de capacités, dans la gouvernance locale au sein de communautés et de structures administratives traditionnelles—notamment par des séances de formation pour les chefs de village, les conseillers, les juges et d'autres représentants de l'État, et par des campagnes d'information dans les communautés pour leur enseigner leurs droits relatifs aux ressources naturelles;
- Soutenir des mécanismes de gestion de ressources participatifs et spécifiques, telles les CoFos et les CLEs, afin de résoudre des conflits aux niveaux local, régional et national;
- Aider les communautés à diversifier leurs activités économiques en leur proposant des solutions sans risque de conflit et respectueuses de l'environnement ; et



## Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

- Créer les conditions pour le retour efficace de services décentralisés qui assureraient une plus grande légitimité de l'État au niveau local, comme par exemple des agences de soutien à l'agriculture.

### Les donateurs et acteurs internationaux devraient:

- Exiger des analyses, qui mettent l'accent sur leur potentiel à causer ou à renforcer des conflits, de tous les grands projets d'infrastructure, d'agriculture et d'irrigation qui pourraient avoir un impact sur le niveau des eaux du delta intérieur du fleuve Niger. Toutes les décisions sur la gestion de l'eau doivent impérativement prendre en compte l'opinion des communautés locales ainsi que l'impact que ces décisions auraient sur celles-ci ;
- Soutenir le processus de paix aux niveaux local, national et international en s'assurant que la promotion de la paix et de la réconciliation font partie intégrante de tous les programmes sur l'environnement, sur l'activité économique, etc. ; et
- Soutenir une gestion des ressources améliorée, inclusive et sensible aux conflits capable de montrer qu'elle fonctionne bien au niveau local, puis l'agrandir et la mettre en œuvre aux niveaux national et régional.

### Les acteurs de la société civile locaux et internationaux devraient:

- Lors de la planification d'interventions, prendre en compte la variabilité annuelle de l'utilisation de différentes ressources ainsi que les saisons les plus propices à des conflits liés à celles-ci ;
- Chercher à mieux comprendre le rôle des jeunes et des femmes au sein de chaque communauté et les encourager à participer à tout processus de paix ;

- Réaliser que, même si la confiance élevée en les structures de gouvernance traditionnelles fait d'elles d'excellents points d'entrée pour des efforts de promotion de la paix, il est important de ne pas reproduire les inégalités entre les pouvoirs qui contribuent aux conflits et à la radicalisation ;

- Soutenir des mécanismes de résolution de conflit qui emploient des méthodes mixtes, comme par exemple la mise sur pied de CoFos et de CLEs, ou par un renforcement des capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des autorités coutumières ;

- Aider les communautés à diversifier leurs activités économiques grâce à des solutions qui évitent le risque de conflit et sont respectueuses de l'environnement ;

- Accompagner les communautés et différents partenaires pour demander au gouvernement malien de créer les conditions pour le retour efficace de ses services décentralisés, et tout particulièrement ceux qui expriment le rôle social de l'État ; et

- Soutenir tout dialogue cherchant à restaurer la confiance entre représentants de l'État, chefs traditionnels et différentes communautés.



# Eau et conflits dans le Delta intérieur du fleuve Niger: le défi de la gouvernance

## References

- 1 Ahamadou Mbaye et Landry Signé, 'Climate change, development and conflict-fragility nexus in the Sahel', Brookings, 2022.
- 2 Voir Figure 1.
- 3 Wetlands International, 'Sustaining the Inner Niger Delta Lifeline: How do proposed dam development and irrigation expansion affect this?', Wetlands International, 2020, p. 47.
- 4 Les périodes des semis sont basées sur l'intensité de l'inondation du delta, et ne peuvent être débutées avant un minimum de décrue. Une inondation plus faible mène à un ensemencement plus tôt dans l'année, et vice versa.
- 5 D'octobre à février, selon l'intensité de l'inondation. La variation entre zones en amont et zones en aval s'étend de deux semaines à un mois.
- 6 USAID, Climate risk in Mali profile: Country risk profile, 2020, [https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/Mali\\_CRP\\_Final.pdf](https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/Mali_CRP_Final.pdf).
- 7 Joyce Kortlandt, "Water, Peace and Security – Challenges for Mali, WPS policy brief," 2019, <https://www.wetlands.org/news/wetlandsinternational-emphasises-conflict-sensitive-and-human-security-approaches-to-infrastructure-as-new-malian-government-takes-office/>.
- 8 Olivier Barrière et Catherine Barrière, « Un droit à inventer: foncier et environnement dans le Delta intérieur du fleuve Niger », IRD, 2002.
- 9 Voir Figure 2.
- 10 Camille Marquette, "Maintaining peace and stability in Mali's Sikasso region," International Alert, 2020.
- 11 International Alert, "Analyse de conflits dans les régions de Ségou, Koulikoro et Mopti," International Alert for Breakwater Project, 2020. (available on request)
- 12 Chitra Nagarajan, "Climate-fragility risk brief: Mali," adelphi, Berlin, 2020, "Dogmatism or pragmatism? Violent extremism and gender in the central Sahel," International Alert, London, 2019.
- 13 Luca Raineri, "Dogmatism or pragmatism?" International Alert, 2020.
- 14 Noumou Diakit, Aly Bacha Konaté et Oluyede Clifford Ajayi, "Éléments de reconnaissance du delta intérieur du fleuve Niger au Mali," Projet AFROMAISON, 2012.
- 15 Un certain nombre de familles « fondatrices » transmettent (et décernent, éventuellement) les titres de noblesse héréditaires.
- 16 Aurélien Tobie et Mamadou Bodian, "The Challenges of Governance, Development and Security in the Central Regions of Mali," SIPRI, 2020, <https://sipri.org/publications/2020/sipri-insights-peace-and-security/challenges-governance-development-and-security-central-regionsmali>.
- 17 La loi 79 fut adoptée en 2009 mais ce n'est qu'en 2018 que son champ d'action a été étendu pour inclure une Commission foncière dans chaque village. Consulter "Maintaining peace and stability in Mali's Sikasso region," International Alert, 2020.
- 18 Memorandum from civil society and local communities on the National Property and Land Policy in Mali, Réseau de Plaidoyer pour la Sécurisation Foncière au Mali, 2017, <https://rightsandresources.org/strategic-response-mechanisms/support-for-the-socialization-of-malisnational-land-policy/>.
- 19 Loi n° 01-004 portant charte pastorale en République du Mali, <https://www.landportal.org/fr/library/resources/lex-faoc025376/loi-n°-01-004-portant-charte-pastorale-en-république-du-mali>.
- 20 Présentation du Code de l'Eau, Points d'Eau Modernes Mali, 2016, <https://pemmali.org/media/presentation-code-de-leau/>.
- 21 Ces organisations sont essentiellement des investissements semi-privés dans l'irrigation à grande échelle. Elles exploitent des canaux ou des barrages, comme par ex. celui de Markala, et elles gèrent la distribution des terrains agricoles à des fins d'agriculture intensive, généralement de riz ou de canne à sucre.
- 22 Luca Raineri, "If victims become perpetrators," International Alert, 2018, <https://www.international-alert.org/publications/if-victimsbecome-perpetrators-violent-extremism-sahel/>.
- 23 Adam Thiam, "Centre du Mali: Enjeux d'une crise négligée," Institut Macina/Centre pour le Dialogue Humanitaire, 2019.
- 24 "Speaking with the 'bad guys': towards dialogue with central Mali's jihadists," Africa Report, no. 271, International Crisis Group, 2019.
- 25 Fransje Molenaar and cie, "The status quo defied: The legitimacy of traditional authorities in areas of limited statehood in Mali, Niger and Libya," Clingendael, 2019.
- 26 Nadia Chahed, "Mali: la localité de Farabougou libérée par l'armée," aa.com.tr, 2020, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-la-localité-defarabougou-libérée-par-larmée/2016433>.
- 27 Local source, International Alert, October, 2020.
- 28 "Analyse de conflits dans les régions de Ségou, Koulikoro et Mopti," International Alert for Breakwater Project, 2020. (available on request)

## Le Partenariat « Eau, Paix, Sécurité » (Water, Peace and Security—WPS)

Le Partenariat WPS sert de plateforme par laquelle les gouvernements nationaux de pays en voie de développement et les secteurs internationaux du développement, de la diplomatie, de la défense et de l'aide aux victimes de désastres peuvent identifier, à l'avance, des conflits potentiels liés à l'eau avant qu'ils n'éclatent ; commencer à comprendre le contexte local ; prioriser les opportunités d'interventions liées à l'eau ; et participer à des activités ciblant le dialogue et le renforcement des capacités. Le Partenariat est financé par le Ministère néerlandais des Affaires étrangères. Les opinions exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles de notre donateur.